

LEXIQUE



Afrique

2010.05.12

Diaspora	Message aux forces de Sécurité togolaise	2010.05.19
Diaspora	Que trame encore le chef historique de l'opposition togolaise ?	2010.05.20
Droits de l'Homme	Un réfugié togolais et ses trois enfants en danger de mort à Abomey	2010.05.20
Justice	Le retour de Ringo (Robert Baoubadi Bakai)	2010.05.19
Médias	Fo Gil a Accra pour réfléchir	2010.05.21
Politique	Agbéyomé : Il savait que VIDADA était un voleur !	2010.05.20
Politique	TOGO: Lutte démocratique au Togo De héros à zéro	2010.05.21
Politique	Y aller ou pas ?	2010.05.20
Politique	Aux abris !	2010.05.19
Politique	La vendetta de Gilchrist Olympio	2010.05.19
Politique	L'OBUTS et l'UFC dans la tourmente, Faure Gnassingbé et le RPT aux anges	2010.05.19
Politique	Agbéyomé Kodjo : « Plus nous serons unis, plus nous seront forts »	2010.05.17
Politique	CDPA-BT Lettre aux membres du parti	2010.05.15
Politique	Situation sociopolitique tendue à Lomé	2010.05.18
Politique	Kofi Yamgnane : « J'appelle les soldats togolais à rejoindre le mouvement qu'ils ont initié eux aussi dans les camps... »	2010.05.18
Sécurité Alimentaire	TOGO: Le Togo et l'autosuffisance alimentaire	2010.05.20
Société	Togo poubelles et business	2010.05.15



Diaspora Message aux forces de Sécurité togolaise

Depuis le 4 mars 2010, le Togo a rendez-vous avec l'histoire. Les Togolais, dans leur quête de démocratie, de liberté et justice sociale, ont douloureusement traversé depuis ces 50 dernières années et au prix de grands sacrifices, des obstacles faits de sang et de larmes. Par le passé, on a attribué les horreurs, les bavures, les crimes imprescriptibles contre l'humanité, les violations des droits de l'homme de toute sorte, la dilapidation de l'économie, les violations culturelles et les répressions politiques de toute nature contre le peuple togolais, à un seul homme Gnassingbé Eyadéma qui proclamait que les forces de sécurité (Forces armées, gendarmerie, police, douaniers) étiez à ses services. Rien de tous ces crimes et monstruosité n'ont été oubliés, ils demeurent vivaces dans les consciences et les mémoires de tous les Togolais.

Le pardon ne pourrait être envisagé que quand les criminels reconnaissent leurs crimes. Mais la persistance et l'entêtement dans le crime ne sauraient être pardonnés.

Depuis février 2005, celui qui s'estimait être le chef suprême des forces de sécurité togolaise est mort. Cette mort devrait symboliser la libération des forces de sécurité des mains d'un seul homme. Pour ne pas dire d'une seule famille. Or, les forces de sécurité par sa définition sont une émanation républicaine et donc devraient être au service de la nation togolaise en ce qui concerne la sécurité intérieure et la défense des frontières nationales. Au contraire, nous constatons que nos forces de sécurité ont pris le territoire togolais comme un champ de bataille et les Togolais comme des ennemis.

Qui plus est, les Togolais constatent que les forces de sécurité agissent comme ils ne sont membres d'aucune famille togolaise, d'aucun village et d'aucune ville Togo. Pire encore, ils agissent comme s'ils n'étaient pas des Togolais et que l'alternance et la démocratie ne les concernent pas. À les voir, on dirait des gens dressés, assoiffés de sang, prêts à bondir et à dévorer vivant leurs frères, sœurs, amis, leur père, mère, grand-père, et grand-mère. C'est ce qu'ils font souvent avec une tristesse étonnante. Les Togolais ne se reconnaissent plus dans leurs forces de sécurité dont ils financent l'existence. Aujourd'hui, il y a une rupture profonde et un manque de confiance irrémédiable entre le peuple togolais et ses forces de sécurité. Il est temps que les forces de sécurité sortent de leurs statuts d'animosité pour rejoindre le peuple dans la conquête de sa victoire du 04 mars 2010 pour l'instauration d'un état de droit et de démocratie pour tous.

Manger, boire, danser et chanter tout au long de la journée dans les casernes n'est pas un idéal à poursuivre.

Que ce soit clair, le jour où le peuple togolais se libérera par lui-même et par ses propres moyens, des propos tels que :

- ▶ nous étions sous ordre et intimidés, nous n'avions pas d'armes et ceux qui en disposent une, elle manquait de gâchette.
- ▶ Nous n'avions pas de munition, nous étions espionnés dans les casernes.
- ▶ Si nous allons rejoindre les rangs des manifestations qui s'occuperont de nos enfants ?

Si on nous licencie, qui nous paiera nos salaires ? Tous ces raisonnements seront inutiles, car un vrai militaire ne peut se cacher derrière ces arguties.

C'est pourquoi nous invitons nos vaillants militaires à rejoindre le peuple togolais dans sa volonté de changement. Il en va de l'intérêt des militaires eux-mêmes et de leurs progénitures. Vos conditions de vie et de travail s'en trouveront nettement améliorées dans un État de droit et de démocratie. Vous retrouverez la fierté, la dignité et les honneurs des soldats d'une armée républicaine. Le peuple togolais vous lance un ultime appel pour venir adhérer les rangs de la liberté et qu'ensemble nous puissions libérer et bâtir notre cher pays, le Togo. Vaincrons ou mourons, mais dans la dignité, la patrie ou la mort, ensemble nous vaincrons. 19 mai 2010

Nadjombé Koffi Antoine
Che Alphonse Laté Lawson- Héllu. Canada

LynxTogo.info *Diaspora Que trame encore le chef historique de l'opposition togolaise ?*



Jeudi, 20 Mai 2010 15:52

IL est des circonstances lorsque celles-ci deviennent historiques que l'amitié entre deux hommes, deux militants de première heure adoptant des positions politiques antagonistes, passe nécessairement au second rang devant l'intérêt général, l'intérêt du peuple.

En effet, la cause du peuple togolais que nous défendons tous depuis le lâche assassinat du président Sylvanus Olympio, père de la nation et héros de l'indépendance, par le néocolonialisme français dont le bras armé sévissant sur la Terre de nos Aïeux est le clan Gnassingbé, est infiniment au-dessus de toute amitié et des intérêts personnels.

Le moment est donc venu pour que je sorte de ma réserve en tirant sur le signal d'alarme pour dire à Gilchrist, fils du président assassiné, qu'il a dépassé la borne interdite en prenant unilatéralement la décision de négocier avec les criminels et auteurs du hold-up électoral du 4 mars dernier soumis depuis lors à la pression grandissante de la rue malgré les grosses violations des droits de l'homme dont sont victimes les manifestants.

D'où lui vient cet empressement de négocier alors qu'il a été peu bavard avant et quelques semaines après cette mascarade électorale .Il avait à peine soutenu du bout des lèvres le candidat Jean-Pierre Fabre et sa victoire – la vraie – n'a pas été revendiquée comme cela aurait dû l'être de sa part.

Et lorsque cette revendication, faite par le peuple, prend de l'ampleur et commence à effrayer les milieux néocolonialistes et leurs laquais locaux, il vole à leur secours pour tenter de casser le ressort populaire en participant à un complot contre la victoire du candidat de son propre parti, Jean-Pierre Fabre, soutenu par une coalition jusqu'à maintenant cohérente et déterminée et prolonger l'asservissement du peuple ! Il est vrai que la bourgeoisie libérale craint terriblement l'effervescence populaire ; la dictature maffieuse affaiblie, encore plus. Toutes les deux ont urgemment besoin d'un sapeur pompier « historique » pour éteindre l'incendie qu'elles ont volontairement allumé et qui est aujourd'hui entretenu par le peuple !

Pourquoi n'avait-il pas organisé la résistance populaire en Juin 1998 pour réclamer sa victoire, combien méritée, au tyran Eyadema? Lui qui est aujourd'hui si pressé de négocier avec le fils, pourquoi ne l'avait-il pas fait avec le père qui lui souffla la victoire ?

J'avais qualifié à l'époque de haute trahison les autres leaders auto-proclamés qui avaient aussi emprunté cette voie de négociation qui s'avéra dangereuse et ruineuse pour notre lutte de libération.

Aujourd'hui , la seule personne qui ait l'autorité morale d'engager des négociations est Jean Pierre Fabre .Et s'il doit y avoir une quelconque négociation, elle ne peut concerner qu'un seul point :le départ de Faure Gnassingbé c'est-à-dire la reconnaissance pleine et entière de la victoire de Jean-Pierre Fabre , émanation de la volonté populaire .

Toute autre négociation en vue de former un gouvernement d'union nationale (GUNT) ou son sosie » gouvernement de large ouverture » (GLO) ou encore, comme au Gabon, gouvernement de participation active (GPA) est une trahison ! Que de mots pour camoufler le complot d'extermination et duper le peuple afin qu'il accepte mieux dans la souffrance et dans plus de misère sa mort lente programmée !!!

En fait un des symptômes de la trahison de Gilchrist fut révélé au grand jour à ABUJA (Nigéria), le 25 avril 2005, lorsqu'il serra la main ruisselante de sang de Faure Gnassingbé dont l'armée prétorienne écrasait sous les balles et les chars d'assaut le peuple togolais.

Cet événement cynique enleva à mes yeux toute virginité politique au chef historique de l'opposition et me plaça dans un doute insoutenable quant à la poursuite de la lutte jusqu'à la victoire sous sa direction!

Là où il y a trahison, il y a nécessairement collusion des intérêts personnels avec ceux du camp ennemi. Il en est ainsi au plan humain ! Il en sera toujours ainsi !.

Notre hymne national nous commande de lutter jusqu'à la victoire afin de libérer notre pays.

Et nous obtiendrons cette victoire car le peuple a décidé de mettre fin à la stratégie élaborée après le discours de la Baule par les milieux néocolonialistes et la Françafrique : organisation de mascarades électorales confortant les dictatures, puis invitation des oppositions frustrées de leur victoire à se consoler en partageant le pouvoir –« aller à la soupe »- dans un soit disant gouvernement d'union nationale pour aboutir à une « démocratie apaisée »- pour les profiteurs- jusqu'à la prochaine échéance électorale. Et ainsi de suite

Le peuple togolais, qui a amèrement déjà fait trois expériences de ce genre, refuse désormais la quatrième .Et c'est le « chef historique de l'opposition » qui veut unilatéralement la lui imposer !

Ceux du pouvoir dictatorial qui violent constamment la conscience du peuple et ceux qui ,se réclamant de l'opposition, agissent de la même manière en violant la conscience et la volonté populaires procèdent de la même nature Nul n'est au-dessus du peuple !

Cette démarche est une trahison de la mémoire des pères et des mères de l'indépendance mais aussi de tous les martyrs tombés sous le régime dictatorial des Gnassingbé.

Que dira l'histoire du Togo dont certaines pages sont glorieuses et celles des 47 dernières années honteuses : le père a libéré le peuple et le fils l'a asservi !!!

Nous refusons l'asservissement , l'esclavage sur notre terre ! Si belle que soit une chaîne nul ne doit rester esclave !

Nous appelons le peuple à rester mobilisé au tour de Jean-Pierre Fabre –Président élu de la vraie république togolaise .Nous appelons le peuple à augmenter sans cesse la pression sur le rassemblement des profiteurs,tueurs et trafiquants de toutes sortes jusqu'à la restauration de la démocratie .

Si les esclaves noirs, transplantés en Amérique, avaient attendu les urnes pour se libérer ils seraient restés esclaves à ce jour !!! Devenons tous des Toussaint Louverture pour ouvrir le chemin de la liberté car la liberté s'arrache, elle ne se négocie pas !

Que le nouveau gouvernement soit formé avec ou sans la participation des néo-traîtres, nous vaincrons !

Tous ensemble pour un Togo libre, uni et prospère !

Gloire à toi, Terre de nos aïeux ! Que viennent les tyrans ton cœur soupire vers la Liberté !

Gloire à nos pères et nos mères de l'indépendance

Gloire à nos martyrs

ABLODE ! ABLODE ! ABLODE ! ABLODE !

Fait à Colmar, le 17 mai 2010

Dr Antoine RANDOLPH
Ancien détenu politique

TRIBUNE.info **Droits de l'Homme Un réfugié togolais et ses trois enfants en danger de mort à Abomey**

Injustement pris pour cible depuis le mercredi 5 mai dernier par des habitants d'Abomey qui veulent sa peau et celle de ses enfants, un réfugié togolais répondant au nom de Fabio Yacoley Johnson est désormais sous protection policière et même assigné à résidence en attendant d'être évacué vers d'autres horizons. Mais vu que l'homme espère depuis plusieurs années la protection internationale due aux réfugiés, il est évident que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la Commission nationale des réfugiés devraient en urgence se pencher sérieusement sur ce cas qui défraie le chronique.

A travers cet homme dont on dit qu'il ne convainc pas dans sa quête des documents devant lui conférer le statut de réfugié politique, c'est aujourd'hui trois vies qui sont en danger ; des enfants de 12 à cinq ans qui, apprend-on, depuis les derniers événements du quartier Agnangnan à Abomey sont assignés à résidence en même temps que leur père et ne peuvent donc plus, du coup, continuer à aller à l'école. Menacé de mort par des gens qui le soupçonnent d'être impliqués dans la scandaleuse tuerie en série d'enfants enregistrée ces derniers mois dans ce quartier, Fabio Yacoley Johnson a aussitôt été mis sous protection policière.

Quelques jours après qu'un homme politique, en l'occurrence Antoine Adjakidjè - ancien adjoint au maire d'Abomey, eut ouvertement, sur une radio de la place à Abomey, fait allusion aux porteurs de dread lock communément appelés "Rasta" comme étant de potentiels suspects dans les tueries en série d'enfants, deux parmi eux ont effectivement été battus à mort par des populations qui les ont pris à partie en les soupçonnant de vouloir tuer un autre enfant. L'homme politique invitait à chercher les auteurs des actes incriminés au sein des "rasta" qui, selon lui, ressemblent plus à des animaux qu'à des hommes et flânent à travers la ville sans occupation précise. Dans les milieux policiers, la tuerie collective du 05 mai à Abomey est, bien sûr, à ranger dans la catégorie des actes de barbarie ne reposant bien évidemment sur rien de consistant. Les deux victimes n'ayant jamais pu être convaincues de ce qui leur était reproché, la probabilité est forte, analyse-t-on, eu égard aux déclarations aux allures xénophobes et à l'incitation à la vindicte populaire contre les porteurs de "rasta" qu'il s'agisse plus d'un règlement de compte que d'un acte hasardeux de vindicte populaire. Et pour être en train d'enquêter avec assiduité sur les tueries et vols d'enfants dans la région, les forces de l'ordre ne voudraient, bien évidemment, pas laisser se poursuivre les exécutions expéditives d'innocents ou de personnes simplement et maladroitement suspectées.

Le flou est entretenu

D'où la nécessité pour la police nationale, de lui accorder sa protection en attendant que la commission nationale des réfugiés se prononce pour un règlement définitif de son cas. Il s'était même révélé que c'est lui qui aurait été visé et que les meneurs de la vengeance populaire du 05 mai s'étaient trompés et s'en sont pris à d'autres "rastas", malheureusement, natifs d'Abomey. Après quoi, il s'est trouvé des gens pour demander à la police d'arrêter la protection qu'elle lui apporte et de les laisser lui faire subir le coup du sort.

C'est dans la foulée que la police a interpellé vendredi plusieurs personnes dont l'auteur des propos ayant certainement suscité la vendetta orchestrée ce 05 mai par des populations survoltées et le chef de quartier Ernest Adjagoudoumè. M. Adjakidjè est coupable de déclarations qui ont certainement provoqué des troubles à l'ordre public ; des troubles ayant occasionné deux victimes. Deux rastafari massacrés. Il pourrait en résulter pour lui qu'il a incité à une vindicte populaire qui a été fatale à deux hommes. Gardé au commissariat central d'Abomey, il sera certainement en début de semaine, avec ses co-accusés, présenté au procureur qui décidera de son sort.

Dans ces conditions, étant apparu capital de faire partir d'Abomey ce réfugié, les services de la police ont saisi, il y a une semaine déjà, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Jeudi et vendredi ayant été chômés, on pourrait s'expliquer que l'institution internationale a été quelque peu prise de court et n'a donc pas eu le temps matériel pour répondre à la requête de la police. C'est dire que la semaine qui démarre devra être décisive eu égard à la solution à apporter à ce cas d'urgence. Autrement, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la Commission nationale pour les réfugiés auront à répondre de ces vies humaines. Si ces institutions n'ont pour mission que de suivre les réfugiés et de les prendre en charge, on imagine mal que devant le cas de Fabio Yacoley Johnson et de ses trois enfants, elles ne réagissent pas avec la promptitude que requiert la nécessaire urgence d'assistance à ces réfugiés en danger de mort. Alors, quand un réfugié est obligé de passer par voie de presse pour se faire entendre des animateurs des structures qui ne justifient que par eux leur existence, on peut s'interroger sur les convictions qui les animent.

Une législation pourtant favorable en juillet 2007, la Commission nationale des réfugiés, estimant que le contexte politique au Togo avait évolué de façon positive et que ce pays était désormais marqué par un climat apaisé caractérisé par le dialogue, elle n'était plus fondée, semble-t-il, à accepter sa requête. Artiste et militant du rastafari, M. Johnson avait dû fuir son pays parce qu'il avait été arrêté et torturé dans la tourmente de l'échéance présidentielle d'avril 2005. Soupçonné de soutenir un parti de l'opposition togolaise, il avait été conduit dans un camp militaire où il avait subi toutes sortes de sévices. Arrivé au Bénin, c'est à l'hôpital de la Croix Rouge du camp d'Agamè qu'il est soigné. C'est donc un homme marqué à vie qui balaie d'un revers de la main les arguments servis par cette commission. Selon lui, "c'est le même système politique qui dirige le Togo. Même ici au Bénin, il me faut toujours me cacher et imaginer des stratagèmes pour me préserver du danger qui me poursuit", se plaint-il. En effet, faute d'avoir obtenu les documents relatifs à un statut de réfugié, il lui est impossible de faire des opérations dans une banque ou bien recevoir de l'argent car ne disposant plus de documents administratifs.

Il y a quelques mois, il avait dénoncé l'opposition de cette commission qui, en violation des textes internationaux, avait opposé une fin de non-recevoir à sa requête. Et pourtant, en vertu du droit des réfugiés, "celui-ci ne peut être expulsé ou contraint à rentrer au bercail ou vers un pays où sa vie et sa liberté seraient menacées". Manifestement bouleversé et au regard de la loi, il dit ne pas comprendre pourquoi son pays d'accueil hésite tant à lui reconnaître le droit d'assistance publique auquel a droit et aspire tout réfugié. Ne pas pouvoir être éligible au droit d'asile politique et à la protection internationale est assimilable, avait-il fait remarquer, à un refus d'assistance à personne en danger.

(Par Hervé Jossé, Abp)

SOURCE: lanouvelletribune.info



Justice Le retour de Ringo (Robert Baoubadi Bakäï)

Il y a longtemps qu'il ne s'est pas fait signaler. Il est de retour. Lui, c'est le sulfureux Procureur de la république Robert Baoubadi Bakäï connu pour sa haine implacable contre les opposants. Comme un zombi, il est sorti d'entre les morts pour régler des comptes aux vivants. Une tête l'intéresse particulièrement, celle du No 2 de l'Ufc et du FRAC, Fo Patrick qui donne de l'insomnie au pouvoir.

M. BB veut le voir menottes aux poings, traîné dans les tribunaux et devant les cameras de la TVT puis envoyé en prison. Il vient d'adresser une lettre au président de l'Assemblée nationale pour lui demander de procéder d'urgence à la levée de l'immunité parlementaire du député, afin qu'il puisse assouvir sa soif de vengeance. Ceci dans une affaire qui oppose les éléments de la Force sécurité élection présidentielle 2010 (Fosep) aux responsables du FRAC. Parce qu'il s'agit d'un opposant, il est pressé comme une diarrhée pour en finir avec lui. Au fait pourquoi le Procureur demande la levée de l'immunité de Fo Patrick ? Il peut lui coller un « flagrant délit » et le faire embastiller comme l'autre fils du père.

Il y a de ces Togolais qui pensent que le pays leur appartient exclusivement et ils agissent au gré de leurs humeurs. Il y a eu dans ce même pays, des faits beaucoup plus graves que l'affaire qui oppose la Fosep au Frac, mais devant lesquels le procureur est resté amorphe et aphone tout simplement parce que les mis en cause sont de son parti. Il y a des gens qui ont commis des crimes économiques, il y a eu des détournements, des malversations financières, il y a eu l'affaire de « vifinphile »...sans que M.BB n'ait levé le petit doigt pour demander des comptes. Certains Togolais peuvent insolemment jouir de l'impunité tandis que d'autres doivent être inquiétés quand bien même ils aient raison. C'est ça l'Etat de droit que veut bâtir notre célèbre procureur.

Mercredi, 19 Mai 2010 03:38

LIBERTE HEBDO TOGO

On s'achemine vers une redistribution des cartes politiques au Togo. C'est ce que pense Forum de la Semaine publié vendredi. Et cette redistribution s'effectuera avec ou sans participation de l'UFC au gouvernement, estime ce quotidien.

Le Canard Indépendant évoque des pressions des militants de l'UFC sur Gilchrist Olympio pour qu'il renonce à envoyer des responsables du parti dans l'équipe Houngbo.

« Mis sous pression par de vaillantes militantes, Gilchrist Olympio a mis le cap sur Accra » écrit le journal. Liberté annonce - peut être un peu prématurément - l'entrée au gouvernement de Me Djovi Gally, ancien ministre des Droits de l'homme et de la Promotion de la démocratie pendant la transition politique de 1991-1993.

« Qu'est-ce qui fait courir Gilchrist en 2010 ? », titre Golfe Info qui n'hésite pas à apporter sa réponse : l'argent.

A bout de souffle financièrement, c'est ce qui pousserait son leader à aller à la « mangeoire », assure le journal qui se demande, par ailleurs, « quelle peut être la marge de manœuvre d'un ministre opposant dans un gouvernement dirigé par un Gnassingbé ».

Autre sujet que l'on peut lire dans la presse parue vendredi, la demande de levée de l'immunité parlementaire du député Patrick Lawson (UFC) qui a tenu des propos diffamatoires à l'encontre de la gendarmerie l'accusant d'avoir brutalisé et même violé certains de ses militants.

Pour le Canard Indépendant, cette affaire est embarrassante pour Olympio au moment où il négocie avec les autorités.

Forum de la Semaine se penche enfin sur le cas de Kofi Yamgnane, le porte-parole du Frac qu'il taxe de « populisme » et dénonce ses appels en direction de l'armée pour qu'elle rejoigne les contestataires du samedi.

Publié le 21/05/2010

Lynx Togo info **Politique Agbéyomé : Il savait que VIDADA était un voleur !**



Jeudi, 20 Mai 2010 16:43

Il s'appelle Gaston Vidada et est commissaire chargé de la coordination des fédérations préfectorales du parti OBUTS de l'ancien PM Agbéyomé Kodjo. Les habitants du quartier Adidogomé-Essor le connaissent comme leurs poches. Voleur professionnel de son Etat, Gaston Vidada avant d'aller voler, avait l'habitude de changer de tenue dans l'enceinte du collège privé Essor d'Adidogomé à côté du camp. Il lui fallait une tenue de combat pour pouvoir aller opérer en toute discrétion. Il était toujours tiré à quatre épingles. Ce faisant, il trompait la vigilance de tous ceux qui s'approchaient de lui en leur laissant croire qu'il était fils de riche. Alors qu'il était voleur professionnel.

Gaston Vidada était un habitué du camp militaire d'Adidogomé. Lorsque dans ses forfaits, les militaires de camp mettaient la main sur lui, ils le faisaient travailler en petite culotte dans l'enceinte du camp en compagnie d'autres voleurs. Ceux qui veulent la moindre précision sur son cas n'ont qu'à s'approcher du camp ou du quartier Adidogomé-Essor du nom d'un collège privé du coin se nommant Essor. Pour se donner quelques airs d'une personne importante, le nommé Gaston Vidada aimait dire à ceux qui voulaient l'entendre, qu'il entretenait des relations privilégiées avec les enfants de feu Eyadema. Ainsi, il baratainait les petites gos du quartier avec cette histoire à dormir debout juste pour les épater. La chance étant de son côté, il tomba en 2005 sur une vieille nana Benz du grand marché d'Adawlato qu'il séduisit par tous les moyens y compris ceux de la magie noire selon les à-côtés du quartier. Tout juste après cette rencontre, il convola en noces avec sa vieille nana Benz en 2006. Actuellement, il vit avec la nana Benz qui ignore tout de son passé sulfureux. Grâce à la nana Benz et à son argent, Gaston Dzidula Komla Vidada s'est enfin introduit dans la haute société, s'est tapé une voiture et traite désormais avec des personnalités du pays. D'où son chemin croisa un de ces quatre matins celui d'un certain Agbéyomé Kodjo qui l'a reçu à bras ouverts, l'a conduit tout d'abord à l'Alliance et a fini par l'intégrer au sein de son parti OBUTS comme commissaire chargé de la coordination des fédérations préfectorales. Agbéyomé connaît-il le CV de l'homme? Oui nous rétorque des sources bien informées. Mais les mêmes sources ajoutent que le patron d'OBUTS cherchait des harangueurs nés. Ces hommes qui excellent dans la logique de la langue de bois. Pour un parti pourtant qui se voulait de l'avenir, Agbéyomé vient d'accoucher lui aussi son péché originel à l'instar des 500 têtes tranchées en 2005 de Faure Gnassingbé.

Cet obscur personnage nommé Vidada s'agite à l'heure actuelle pour décrocher un poste au gouvernement ou dans une ambassade à l'étranger. Pauvre du Togo ! Un pays devenu la foire aux grandes gueules.

Leaticia Akila Lynx.info (Stagiaire)



Politique TOGO: Lutte démocratique au Togo De héros à zéro

Gilchrist Olympio se dénude à la face du peuple et confirme sa traîtrise

L'« opposant historique » subissait mardi à son domicile la seconde fronde de désapprobation depuis son retour à Lomé après l'épisode de la plage le 17 avril dernier. Un groupe de femmes dont certaines se réclamant de l'Union des forces de changement (UFC), est allé dire à Gilchrist Olympio ses quatre (04) vérités. Les femmes très en colère n'ont mâché leurs mots, face au jeu trouble qu'il joue depuis son retour au pays. Elles lui ont craché à la figure leur soutien sans faille à Jean-Pierre Fabre. Le « Leader charismatique » a été proprement hué par ses anciennes admiratrices.

L'action de ces femmes était assez symbolique. C'est la confirmation du désamour qu'éprouve le peuple à l'égard du Président national de l'UFC. Au-delà de la symbolique, Gilchrist Olympio a tenu des propos qui trottaient encore dans les esprits.

« Vous pouvez marcher cent ans si vous voulez, mais le RPT ne lâchera de si tôt le pouvoir », a-t-il éclaboussé à la figure des manifestantes dans ses ébats pour répondre du tic au tac, piqué au vif. De telles déclarations proviendraient de ces thuriféraires du pouvoir, des confrères maison ou ceux qui se sont découvert seulement depuis le scrutin du 4 mars un amour subit pour Faure Gnassingbé ou ont signé un armistice général pour l'épargner de leurs habituelles salves épistolaires, qu'on n'en serait aucunement offusqué. C'est ce qu'ils s'emploient d'ailleurs à dire de façon indirecte lors des émissions débats. Mais venant de Gilchrist Olympio, le Président national du parti dont le candidat se réclame être le vrai vainqueur du scrutin du 4 mars et revendique depuis plus de deux (02) mois sa victoire, l'« opposant historique » dont la seule évocation du nom fait remonter à la mémoire toute une page d'histoire, il faut avouer que cela surprend.

« Incroyable ! », a tout simplement réagi un compatriote. « Je crois que ce Gilchrist Olympio a perdu le nord », s'emporte un sympathisant du parti. « Le vieux a franchi le rubicond. Il faudrait le bâillonner, comme cela se fait dans certains milieux lorsque sous le poids de l'âge, un vieillard commence à délirer. On l'empêchera ainsi de dire d'autres conneries plus graves », crache un confrère abasourdi devant les propos de l'« opposant historique ». « ... A cette allure, Gilchrist n'est pas loin de dire un de ces quatre matins que Fabre n'a pas les compétences pour être Président de la République, et que Faure est à la place qu'il faut », glose un observateur de la scène politique avec un brin d'humour.

Ce n'est là qu'un petit échantillon de réactions. Dieu seul sait combien ils sont nombreux, ces Togolais à être choqués par les propos de Gilchrist Olympio. Il faut avouer que le bon sens est scandalisé, d'autant plus que la rue a toujours été le moyen d'action de l'UFC et de son leader. Le populisme étant son goût, c'est la rue qui a toujours été le baromètre de sa popularité. Ce sont des foules immenses de militants et sympathisants qui allaient l'accueillir à la frontière d'Aflao à son retour au pays, ce qui troublait le sommeil de feu Eyadéma. Quand il déclamait les « énou gorogoro améton » (les trois miracles) à l'orée des échéances électorales, c'est la rue qui faisait le reste. C'est par la pression de la rue et les marches que le pouvoir Eyadéma a fait des concessions à Gilchrist Olympio. Même si des tractations diplomatiques étaient simultanément menées, la pression populaire avait aussi son effet. Gnassingbé Père avait fini par accepter sa candidature à la présidentielle de 1998. Sans les marches populaires, cette concession ne serait jamais faite et Gilchrist Olympio n'aurait jamais été candidat de toute sa vie à une élection présidentielle au Togo, il n'aurait pas vu son passeport togolais renouvelé. Sans la pression populaire, le « maréchal » n'aurait pas la liberté aujourd'hui d'aller et revenir au Togo. Lui-même lors des meetings qu'il animait, il appelait les populations à descendre dans les rues et protester contre la gestion chaotique du pays. A chaque campagne électorale, il motivait le peuple à sortir dans la rue pour réclamer sa victoire en cas de hold-up

du pouvoir. Ce que les Togolais ont toujours fait pour lui, et certains mêmes ont dû payer au prix fort de leur vie. On se rappelle encore avril 2005. Les populations étaient sorties à son appel lancé pendant la campagne, pour réclamer la victoire de son protégé Bob Akitani. Mais c'est près d'un millier de Togolais qui ont été abattus. Pendant que ses compatriotes tombaient sous les balles meurtrières de la soldatesque, il était lui, à l'abri dans son exil.

Les marches populaires ne sont qu'une pratique séculaire de son parti laissée en héritage à la nouvelle génération. Les acquis démocratiques ont été obtenus par la rue. La date mémorable est le 5 octobre 1990.

« Je crains que Gilbert Bawara n'ait eu très tôt raison quand il traitait l'« opposant historique » d'« amnésique », réagit un compatriote. Si Gilchrist Olympio était aussi convaincu qu'il l'est aujourd'hui que la rue ne pouvait pas faire partir le pouvoir RPT, pourquoi appelait-il alors les populations à y descendre pour défendre sa cause ? Il faut en déduire qu'en son âme et conscience, il envoyait les Togolais à l'abattoir. Une sorte d'homicide plus ou moins volontaire. Dieu seul sait combien de compatriotes ont été tués durant le combat démocratique pour sa cause. Il est donc comptable de toutes ces morts, et il doit les porter sur sa conscience.

C'est bien dommage que ce soit un certain Gilchrist Olympio qui s'illustre aujourd'hui de la sorte. Par de telles déclarations, il ne fait que confirmer les rumeurs qui couraient les rues sur l'existence d'un deal entre lui et les oppresseurs du peuple. Le bon sens est davantage choqué d'autant plus que le combat mené aujourd'hui par Jean-Pierre Fabre et le FRAC à l'aval du peuple. De telles déclarations de l'« opposant historique » sont de la vraie trahison, d'autant plus que son soutien à son Secrétaire général était attendu et qu'il confiait lors d'un récent entretien avec le confrère en ligne icilome.com ne pas être contre les marches. Aujourd'hui Gilchrist Olympio ne peut plus faire semblant. Il a révélé à la face du peuple sa transhumance politique, et le peuple doit lui réserver une place dorée au panthéon des traîtres du combat démocratique.

Jeudi, 20 Mai 2010

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique Y aller ou pas ?



Après une série de discussions avec le Premier ministre et même un rendez-vous chez le chef de l'Etat, les dirigeants de l'UFC - Gilchrist Olympio en tête – sont réunis depuis mercredi pour étudier les propositions formulées par Gilbert Houngbo.

5, 6, 7 ministères ? Moins ou davantage ? Le principal parti de l'opposition a décidé de mettre la barre très haut, une technique classique de négociation.

Reste maintenant à convaincre les principaux responsables de cette formation d'accepter ou de refuser le principe d'une participation au gouvernement.

Les fidèles de Gilchrist y sont favorables, les soutiens à Jean-Pierre Fabre le sont moins, mais les lignes sont fragiles.

Le Premier ministre a fait tout ce qu'il pouvait pour créer les conditions de la constitution d'une équipe de large union, mais il ne peut attendre éternellement alors que le pays a un besoin impérieux de poursuivre la politique de réformes et d'hommes pour la conduire.

L'UFC devra donc donner très rapidement sa réponse au risque de voir le train partir sans lui.

Publié le 20/05/2010



Politique Aux abris !



Démissions en cascade des membres du Bureau national de l'Obuts, réaction par médias interposés, la confrontation entre Agbéyomé Kodjo et ses militants a pris mardi après-midi à Vogon (50kms au nord-est de Lomé) une nouvelle tournure.

L'enfant « rebelle », Gaston Vidada et Kékéli Akuavi Codjie, vice-présidente du parti, ont réclamé la démission de M. Kodjo et l'on assigné en justice pour diffamation.

Au terme des échanges avec la presse, dissidents et fidèles au fondateur d'Obuts ont failli en venir aux mains.

« Le collègue Vidada n'a fait que dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Que le Frac apporte la preuve de la victoire de Jean-Pierre Fabre à l'élection présidentielle et qu'Agbéyomé respecte la décision du Bureau national qui souhaite rentrer au gouvernement », a expliqué Mme Codjie.

M. Vidada a pour sa part indiqué que le bras de fer avec M. Kodjo ne faisait que commencer.

Et d'affirmer : « Agbéyomé Kodjo nous a toujours dit au cours des réunions du Bureau du parti qu'il ne soutenait aucunement l'UFC et le FRAC que c'était une stratégie destinée à se refaire une nouvelle virginité politique ».

Publié le 19/05/2010



Politique La vendetta de Gilchrist Olympio

« Quand le déshonneur est public, il faut que la vengeance le soit aussi » (Pierre Augustin Caron de Beaumarchais Le Mariage de Figaro)

Pour forger sa personnalité de redoutable opposant au régime RPT et de « leader charismatique » de l'opposition togolaise, Gilchrist Olympio a dû consentir à d'énormes sacrifices et passer beaucoup de temps. Bien qu'ayant été l'objet d'humiliations de toutes sortes, de menaces et d'agressions physiques, il n'a jamais fléchi.

Il a tenu tête à la machine à répression. Mais depuis quelques mois, il s'emploie à détruire l'œuvre de tant d'années. Le « fils de l'indépendance » apporte aujourd'hui de l'eau au moulin de ceux qui ont toujours affirmé qu'il est un dictateur narcissiste qui ne pense qu'à lui. Etaient aussi dénoncées sa propension à voir les autres de haut et sa mégalomanie outrancière. Pour ses détracteurs, ce sont ces comportements qui ont sabordé la lutte démocratique au Togo. « Il tirait toujours le drap de son côté quand il s'agit de prendre des initiatives visant à faire avancer la lutte », faisait remarquer un jour un responsable politique.

Avec le mal de dos qui l'a rongé et qui l'a empêché de tenter sa dernière chance à 73 ans, Gilchrist Olympio n'a pas digéré le fait que ce soit son Secrétaire général, Jean-Pierre Fabre, qui l'ait suppléé. Il ne l'a pas du tout digéré. Résultante, il passe par tous les moyens pour le détruire, ainsi que le FRAC créé à la veille du scrutin présidentiel. Et dans cette vendetta, il ne porte même pas de gant. Le charisme qu'on lui collait souvent est resté sur les escaliers après sa chute. C'est donc un Gilchrist Olympio totalement déphasé qui est actuellement à Lomé soufflant le chaud et le froid, en train de courir derrière des strapontins ministériels. Pour réaliser ce dessein, il met à contribution la dizaine de membres des Amis de Gilchrist Olympio (AGO). Ce sont ces comparses qui vont négocier au nom du Président national. Quand les discussions avaient du plomb dans l'aile – le RPT ayant refusé de satisfaire ses exigences – il est allé à Ouagadougou pour prendre conseil auprès de Blaise Compaoré qui devrait bien rigoler en se demandant ce que veut au juste ce « vieux aventurier politique ». Hier, il aurait, à sa demande, rencontré Faure Gnassingbé, le président contesté par le FRAC afin de discuter avec lui de vive voix sur ses préoccupations avant d'envoyer ses ouailles à la mangeoire.

Toutes ces manœuvres ne visent qu'à fragiliser Fabre et le FRAC, et par ricochet la contestation populaire. Ne s'est-il pas moqué lundi au cours d'une réunion du bureau de ses lieutenants en leur demandant si leurs chaussures ne sont pas usées à force de marcher tous les samedis ? Une question qu'il n'avait jamais posée lorsque les manifestations étaient organisées en sa faveur. Quel cynisme, diront peut-être certains !

Gilchrist Olympio est bien à son crépuscule et avant de s'en aller, il veut détruire la maison qu'il a pris des années à bâtir, il veut anéantir ses lieutenants qu'il a lui-même façonnés. Dans cette logique, il n'écoute que les « zozos » de son entourage qui le manipulent et qui en font un « papa wô évon » (un vieux qui fait du mal). Pour tout dire, Gilchrist Olympio a été. C'est la fin d'un mythe ! C'est la fin de la vraie fausse guérilla politique ! C'est la fin des trois miracles (« Enou goro-goro améton ») ! C'est la fin de la mystification !

Mercredi, 19 Mai 2010 03:30

Zeus AZIADOUVO
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique L'OBUTS et l'UFC dans la tourmente, Faure Gnassingbé et le RPT aux anges

Un programme panaché pour la future équipe ?

Gouvernement de large ouverture, voilà la question qui occupe la une de l'actualité politique au Togo. Les consultations entreprises par Gilbert Houngbo assisté d'un surveillant, le super ministre Pascal Bodjona, auraient été closes et il ne reste que des noms à choisir. Selon des indiscrétions, la composition de l'équipe devrait être communiquée incessamment.

C'est l'expectative tant au niveau des ministres sortants que des nouveaux prétendants. A certains qui récitent de façon interrompue le pater noster ou l'ave maria s'adjoignent d'autres qui ont élu domicile chez les marabouts, charlatans et autres faiseurs de miracles. L'invite à un gouvernement de large ouverture politique qui semblait un appel lancé dans le vide n'est apparemment pas tombé dans des oreilles de sourds.

Branle-bas à l'OBUTS et à l'UFC

Cette option de large ouverture est à n'en point douter une stratégie pour contenir la contestation, et bien évidemment les cibles privilégiées sont les leaders du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) qui troublent hebdomadairement le sommeil de l'« heureux élu » Faure Gnassingbé. Mais tous, afin presque ont rejeté l'offre, de Jean-Pierre Fabre à Kofi Yamgnane en passant par Agbéyomé Kodjo, Aimé Tchaboré Gogué. A défaut du chien, on amène le chat à la chasse, dit l'adage. Il faut au pouvoir RPT mettre à l'épreuve de façon individuelle les formations membres de ce Front, et la tactique semble marcher comme sur des roulettes.

Des membres de l'Union des forces de changement (UFC) qui ont toujours rejeté toute collaboration avec le pouvoir RPT mordent à l'appât, à commencer par le « Maréchal ». C'est Gilchrist Olympio en personne qui prend le devant des choses. Ses inconditionnels, les fameux AGO sont prêts à entrer au Gouvernement. Ainsi des discussions sont entreprises dans ce sens. Gilchrist Olympio aurait fait le déplacement de Ouagadougou le week-end dernier pour des contacts avec Blaise Compaoré dans cette perspective. L'« opposant historique » aurait soumis une feuille de route exigeant un partage équitable des postes ministériels ainsi que des directions de services publics et des préfectures. Mais aux dernières nouvelles, le pouvoir serait prêt à concéder au parti huit (08) portefeuilles. On doit se frotter les mains dans le camp des AGO, seulement eux, puisque le gotha du parti n'est pas pour l'entrée au gouvernement : Patrick Lawson, Jean-Pierre Fabre, Me Isabelle Améganvi et autres. Voilà qui vient aggraver la crise au sein du parti.

L'autre formation politique à être aussi dans la tourmente est celle d'Agbéyomé Kodjo. L'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) est agitée par cette offre gouvernementale. Mieux, c'est une rébellion qui est entreprise par un quatuor de membres pour faire entrer le parti au gouvernement. Le chef « rebelle », Gaston Vidada et ses associés ont passé outre la décision officielle du parti et sèment du bordel. Une conférence de presse a été organisée par les mutins qui ont demandé à Agbéyomé Kodjo de faire entrer le parti au gouvernement. Cette témérité a valu à Gaston Vidada son exclusion du parti dimanche dernier lors d'une réunion extraordinaire du bureau. Comme si cela ne suffisait, c'est la Vice-présidente du parti Kékéli Akuavi Codjie qui somme son Président de réhabiliter l'exclu le lundi 17 mai, délai de rigueur. Pour enfoncer le clou, les quatre (04) dissidents auraient envoyé une lettre de démission. Il était programmé une conférence de presse à Vogan sous l'initiative de Gaston Vidada qui dit agir au nom des fédérations du parti. On fait croire par ailleurs que la fédération de Vogan voudrait marcher pour exiger l'entrée du parti au gouvernement.

Dieu seul sait comment ça va se terminer pour l'UFC et l'OBUTS. Il faut craindre que la cohésion de ces deux poids lourds du FRAC ne soit durement atteinte. Devant tout ce spectacle, c'est Faure Gnassingbé et les siens qui se gausseraient que leur stratégie marche assez bien.

Quel programme de gouvernement ?

Un gouvernement suppose l'existence d'une feuille de route confiée au Premier ministre, d'un programme à exécuter. Ce programme est souvent l'émanation des aspirations du chef de l'Etat. Mais quel programme au juste pour le futur gouvernement ? Le problème ne se poserait aucunement pas dans le cas d'un gouvernement ordinaire. Mais voilà, il s'agira d'un véritable cocktail, d'une « salade » d'hommes et de femmes provenant de sensibilités politiques différentes, qui ont aussi souvent des idéaux différents. Le programme du gouvernement de « large ouverture » sera-t-il alors un mélange d'idéaux, ou bien toujours celui du RPT ?

Voilà la grosse énigme qu'il faudra résoudre. Un ministre UFC appliquer un programme RPT, c'est l'incongruité à laquelle on risque d'arriver. Cela ne remet pas moins sur le tapis l'aberration que constitue cette formule de gouvernement d'union nationale appliquée sous les tropiques. Tout ce beau monde qui s'agite pour se tailler une place dans l'équipe Houngbo II, quel changement apportera-t-il au quotidien des Togolais ? C'est un secret de polichinelle, ces hommes et femmes vont tout simplement à la mangeoire. Ce n'est pas pour le roi de Prusse qu'ils se bousculent au portillon, tout simplement, chacun veut manger un peu.

Mercredi, 19 Mai 2010 03:25

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique Agbéyomé Kodjo : « Plus nous serons unis, plus nous serons forts »



Agbéyomé KODJO (photo), le président D'OBUTS, est confronté à une rébellion au sein de son parti. Certains militants sont tentés par une entrée au gouvernement. Une fronde qui s'est soldée dimanche par l'exclusion du porte-parole du Bureau national.

Republicoftogo.com : C'est le désordre dans les rangs de votre parti

Agbéyomé Kodjo : Il y a une pseudo dissidence au sein de L' OBUTS. Il était de notre devoir de clarifier la situation. Vous savez, le premier ministre, Gilbert HOUNGBO, nous a demandé de rentrer au gouvernement. Au nom de la démocratie, et dans un souci de transparence, nous avons organisé une réunion du Bureau national où 10 personnes se sont prononcées contre et quatre pour.

Au regard des conclusions de cette rencontre, nous avons décidé d'écrire au Premier ministre pour décliner l'offre. Et maintenant, Gaston VIDADA (exclu dimanche, ndlr) a saisi des gens qui n'étaient même pas présents afin de les convaincre d'aller au gouvernement. Nous avons donc décidé de l'exclure du parti

Republicoftogo.com : Pour le gouvernement, c'est toujours non ?

Agbéyomé Kodjo : Il faut être cohérent. Nous ne reconnaissons pas l'élection de Faure Gnassingbé et on nous demande d'aller au gouvernement.

Pour y aller, il faudra donc qu'un certain nombre de préalables soit respectés.

Ces préalables sont la limitation à deux mandats présidentiels, la révision du mode de scrutin et la limitation des budgets de campagne.

Voilà autant de préoccupations dont nous avons fait part au Premier ministre et je crois que dans peu de temps il nous appellera pour que nous puissions discuter. Le Togo est une propriété collective et c'est à nous de la faire prospérer.

Plus nous serons unis, plus nous serons forts vis-à-vis des grands enjeux internationaux.

Publié le 17/05/2010



Politique CDPA-BT : Lettre aux membres du parti



CDPA-BT

Chers amis et militants de la CDPA-BT

Des sections de notre Parti ont envoyé au Comité Exécutif National de l'organisation des lettres pour s'inquiéter du silence de la CDPA-BT depuis le lendemain des présidentielles de mars 2010. Par la présente lettre circulaire, la direction du Parti tient à apporter aux sections et à tous les membres de la CDPA-BT les éclaircissements et les apaisements auxquels ils ont droit.

1- A chacune des élections présidentielles organisées depuis le début de l'insurrection populaire d'octobre 1990, la population a massivement voté contre le candidat du régime. Mais ce dernier s'est toujours proclamé vainqueur par les voies que l'on sait.

Il a pu voler à chaque fois la victoire du peuple grâce aux dispositions constitutionnelles et institutionnelles qu'il s'est donné pour se maintenir au pouvoir en dépit des aspirations populaires : la constitution de 2002, la Cour constitutionnelle, le mode de scrutin à un tour, une CENI détournée pour servir les intérêts du régime, un découpage électoral taillé sur mesure... Mais il a pu aussi voler la victoire à chaque fois parce que l'orientation imprimée à la lutte par le courant majoritaire de l'opposition et les rivalités entre chefs de partis qui tous veulent avoir le pouvoir en même temps. Ces rivalités ont constamment affaibli l'opposition tout entière, la rendant incapable de se donner une organisation unitaire forte, capable d'imposer les réformes constitutionnelles, institutionnelles et réglementaires devant rendre l'alternance politique possible.

2- A la veille du scrutin de mars 2010, aucune de ces réformes n'a été faite. Tous les ingrédients, qui ont permis au régime de toujours confisquer le pouvoir au lendemain des scrutins passés, sont maintenus dans le système politique, y compris la capacité des hommes du RPT et des institutions à favoriser la fraude massive au profit du candidat du régime.

Tous ceux qui se sont portés candidats contre Faure Gnassingbe pour le 4 mars 2010 étaient conscients de cette situation. Ils savaient bien que les mêmes causes allaient produire les mêmes effets au lendemain du scrutin, et qu'ils ne pourront pas prendre le pouvoir à Faure Gnassingbe.

Il en est de même de tous les responsables des partis d'opposition et organisations associatives qui ont chacun son candidat. Et pourtant, ils ont appelé les électeurs à se rendre massivement aux urnes, en leur donnant de fausses assurances.

3- Ce contexte politique défavorable à l'opposition fut aggravé par la grande confusion et les déchirements qui ont accompagné l'annonce des candidatures des partis d'opposition, en particulier au sein de l'UFC. Les modalités tout aussi confuses dans lesquelles le FRAC fut créé n'ont pas arrangé les choses.

Il faudra revenir sur ces faits dans un climat dépassionné pour analyser froidement leurs effets sur l'opposition dans son ensemble, afin d'en tirer les leçons qui s'imposent pour l'avenir. 4- Au bout du compte, à la veille du scrutin de mars 2010, tous les blocages constitués par le régime pour empêcher l'alternance politique montraient bien que les Togolais allaient voter encore massivement contre le régime, mais que, une fois de plus, l'opposition ne pourra pas prendre le pouvoir. Et que le régime utiliserait encore les urnes pour se maintenir arbitrairement et se redonner une fausse légitimité comme il l'avait fait en 1998, en 2003 et en 2005.

De plus, avant même la tenue des élections, il était évident qu'au lendemain des urnes, les conditions dans lesquelles les candidats opposés à Faure Gnassingbe ont accepté de participer au scrutin ne laisseraient à l'opposition d'autres marges de manœuvre que les habituelles "marches de protestation" et les "appels vibrants" habituels à la "Communauté internationale", avec au bout du compte si possible un nouveau cycle de "dialogue inter togolais" et un train de négociations pour le "partage du pouvoir".

Dans tous les cas, l'opposition serait ainsi amenée à jouer une fois de plus le rôle d'une cinquième roue du régime pendant cinq autres années, sans aucune perspective d'alternance politique. 5-La direction de la CDPA-BT a estimé qu'il ne valait pas la peine d'aller aux élections dans ces conditions. Car, l'opposition ne peut pas continuer ainsi d'accompagner le régime et de contribuer à sa fausse légitimation en se rendant à chaque fois à des élections montées pour le maintien du système d'oppression en place. C'est pour cette raison qu'elle vous a recommandé de boycotter le scrutin du 4 mars, comme vous le savez. Pour l'opposition démocratique, les élections ne devraient pas être considérées comme une fin en soi, ou comme un moyen de réaliser des ambitions personnelles sans rapport avec les aspirations de la population au changement politique.

La consigne de vote est conforme à la ligne politique de votre Parti. Conséquence logique : la CDPA-BT ne peut pas soutenir le FRAC dans sa volonté d'aller à ces élections, ni participer à ses "marches de protestation" qu'il a organisé après le scrutin du 4 mars 2010. Ces marches qui ont toujours été faites de la même manière et dans les mêmes conditions au lendemain de toutes les présidentielles passées, sans jamais avoir permis à l'opposition de prendre le pouvoir.

Il ne s'agit pas de protester, encore moins de démontrer que le régime a volé la victoire du peuple. Tout le monde le sait que depuis 1993, l'électorat togolais a toujours voté contre le régime. Il s'agit de trouver la bonne organisation pour empêcher le pouvoir en place d'utiliser à chaque fois des parodies d'élection pour continuer de se maintenir au mépris des aspirations de la population. La réponse à ce problème ne se trouve pas à l'aval de ces types de scrutin, mais à l'amont. La direction de la CDPA-BT vous remercie d'avoir suivi la consigne de vote.

6- Comme on devait s'y attendre, la CDPA-BT a, une fois de plus, ramé à contre courant par cette consigne de vote. Vous savez que nos amis du courant majoritaire de l'opposition n'aiment pas entendre parler de boycott.

Souvenez-vous en : la CDPA-BT était membre du "Groupe des Huit". Quand elle a proposé lors d'une réunion du Groupe le boycott actif des présidentielles de 1998 comme stratégie de pression pour exiger la recomposition préalable de la Cour constitutionnelle avant la tenue du scrutin, on lui a durement fait remarquer qu'"on ne boycotte pas les élections". Et tous ceux qui le voulaient dans le groupe se sont portés candidats et se sont mis en campagne chacun pour soi. Cette manière de voir les élections persiste jusqu'aujourd'hui.

Vous savez aussi qu'au Togo, les élections présidentielles ont jusqu'à présent suscité une agitation extraordinaire, plus spécialement dans la diaspora, avec des initiatives qui fusent de partout, et qui vont tous dans le sens d'un appel à participer massivement au vote.

On considère que chaque parti d'opposition a l'obligation, à la veille de chaque élection présidentielle, d'appeler les électeurs à se rendre massivement aux urnes, quelles que soient les conditions d'organisation et de déroulement du scrutin. Le parti d'opposition qui agit autrement est considéré comme inexistant ou comme un parti qui "ne fait rien".

La création du FRAC le 11 février 2010 a renforcé ces deux tendances. Au point qu'elle a donné lieu au sein du courant majoritaire de l'opposition à une agitation plus grande que toutes celles qui avaient porté les scrutins précédents. Cette agitation est surtout remarquable dans la diaspora togolaise. Une agitation d'autant plus grande que le FRAC a propulsé devant la scène politique de nouveaux acteurs qui estiment que les partis d'opposition sont nuls, et qui s'affirment plus qualifiés pour "bouter Faure dehors".

Ce phénomène est compréhensible. La masse de la population togolaise est fatiguée de voir le régime d'Eyadema se maintenir au pouvoir jusqu'aujourd'hui. Ceci est vrai aussi bien dans le pays lui-même qu'au sein de la diaspora togolaise. A chacune de ces élections présidentielles manipulées auxquelles on les a toujours appelés à se rendre massivement, les Togolais ont toujours massivement voté pour des candidats de l'opposition. Mais ceux-ci n'ont jamais pu prendre le pouvoir et les débarrasser du régime. Pourquoi une fraction de la population ne serait-elle pas tentée de voir dans ces nouveaux venus (ou revenus) sur la scène politique togolaise, des sauveurs ?

7- En raison des conditions dans lesquelles le FRAC s'est créé et en raison de la nature du discours de ses créateurs, la direction de la CDPA-BT ne pouvait pas croire dans la capacité de ce "front" à réaliser l'alternance politique au lendemain du scrutin de 2010. Mais à partir du moment où le FRAC, quel qu'il soit, avait semblé avoir suscité de nouveaux espoirs au sein d'une fraction de l'opposition togolaise, la direction de la CDPA-BT s'est interdite de prendre des positions. Il ne faut en effet pas donner le sentiment de jouer aux oiseaux de malheur, ou de vouloir mettre les bâtons dans les roues des auteurs des FRAC.

C'est pour cette raison que votre Parti ne s'est plus du tout prononcé sur les événements en cours depuis le 4 mars 2010. Dans une situation postélectorale devenue encore plus confuse du fait de l'aggravation par le FRAC des rivalités et des divisions anciennes, la ligne politique de la CDPA-BT impose à ses dirigeants de garder le silence pour ne pas donner le sentiment d'empêcher de danser en rond.

Mais la direction de la CDPA-BT ne peut pas garder infiniment ce silence et donner le sentiment de rester inactifs sans déconcerter les membres du Parti.

8- Comme vous le savez, la création de la CDPA-BT en 1990 est justifiée par la nécessité d'offrir aux Togolais un cadre d'organisation où ils peuvent mener une lutte cohérente pour libérer le pays du système de dictature. Cette lutte ressemble au défrichage d'une immense forêt vierge.

Mais la nature totalitaire et répressive du régime d'Eyadema n'ayant pas permis à l'opposition de se forger un outil de travail commun à travers une réflexion organisée et enrichie par un débat politique construit, chacun s'est mis à défricher la forêt comme il peut, par le bout qu'il peut et avec l'outil dont il dispose. A partir du moment où chacun se sent de bonnes raisons de faire comme il fait, personne n'a le droit de jeter la pierre à son voisin.

Malheureusement, la réalité est là, accablante : vingt ans après le déclenchement de l'insurrection populaire d'octobre 1990, le régime d'Eyadema est toujours en place ; et il continue de faire mijoter la population dans la misère. Cela veut dire que la politique d'opposition conduite jusqu'à présent a échoué. Quand une orientation politique ne permet pas d'atteindre le but visé, il faut avoir le courage d'en tenter une autre.

9- La CDPA-BT a proposé une politique de rechange depuis 2001. Une politique alternative d'opposition qui serait portée par un mouvement citoyen d'envergure nationale, et où tous ceux qui veulent le changement politique pourraient trouver une place pour contribuer au salut commun. Elle a proposé pour ce mouvement citoyen le nom de MFAO.

La situation créée par la parodie d'élection du 4 mars 2010 montre plus que jamais que c'est une voie alternative qu'il faut tenter. Qu'on le veuille ou non, la seule manière d'abattre la forêt est de mettre les outils ensemble, de les affûter ensemble et de travailler ensemble en commençant bien entendu par le bout qu'il faut. Ensemble avec ceux qui ont trouvé l'idée du MFAO jouable, vous avez décidé de commencer à construire le Mouvement. Et vous avez commencé malgré les faibles moyens dont vous disposez. L'organisation de l'Assemblée constitutive du MFAO le 16 mai 2009 témoigne des efforts que vous avez entrepris. Le Bureau Exécutif National vous demande de poursuivre dans ce sens et de ne pas vous laisser distraire par le chant des sirènes.

10- Si la situation économique et sociale du Togo est ce qu'elle est aujourd'hui après 50 ans d'indépendance, c'est parce que le régime politique auquel le pays est soumis en réalité pendant plus de 47 ans, est un régime d'oppression et de dilapidation des ressources nationales. Si les conditions de vie de la

grande majorité de la population sont si difficiles et de plus en plus difficiles, c'est parce que la nature même du régime d'Eyadema est source de misère. Les pays qui jouissent aujourd'hui de bonnes conditions de vie et d'un niveau de vie infiniment plus élevé que celui que nous avons dans nos villages et dans nos villes ont pu réaliser ces résultats parce que leurs populations ont réussi à se donner un régime politique démocratique.

C'est pour cette raison qu'à la CDPA-BT nous parlons de démocratie. Tant que l'opposition togolaise n'arrivera pas à se donner une bonne organisation pour prendre le pouvoir et mettre en place des institutions politiques démocratiques, la grande masse de la population continuera de vivre dans la misère.

11- Le régime en place a encore confisqué le pouvoir à travers des élections manipulées. Faure Gnassingbe vient de prêter serment pour un nouveau mandat de cinq ans.

Si pendant 47 ans le régime Eyadema, ses hommes et son parti n'ont pas réussi à faire progresser le pays et à améliorer les conditions de vie de la population, ce n'est pas maintenant qu'ils pourront le faire. Ce ne sont pas les hommes qui sont en cause ; c'est la nature profonde du régime politique qu'ils ont imposé trop longtemps aux Togolaises et au Togolais qui empêche le progrès du pays. Cela signifie que tous les Togolais qui veulent le progrès de leur pays et un meilleur Togo pour demain sont tenus de poursuivre la lutte d'opposition. Et de le faire dans le cadre d'une autre politique, celle qui peut renforcer l'opposition toute entière pour lui permettre de réaliser le changement démocratique.

A cet effet, la direction de votre Parti vous demande de continuer de travailler pour le renforcement de la CDPA-BT. Elle vous demande également de poursuivre sans relâche la construction du MFAO, et de le faire ensemble avec tous ceux qui s'engageront de le faire avec vous.

Fait à Lomé, le 15 Mai 2010

Pour le Comité Exécutif National

Le Premier Secrétaire

E. GU-KONU

Politique Kofi Yamgnane : « J'appelle les soldats togolais à rejoindre le mouvement qu'ils ont initié eux aussi dans les camps... »

« J'appelle les soldats togolais à rejoindre le mouvement qu'ils ont initié eux aussi dans les camps. Soldats togolais, le peuple a besoin de votre soutien clair et public. N'ayez plus peur de vous montrer, ce combat est aussi le vôtre »



Le Palmier Africain : Monsieur Kofi Yamgnane, après un long temps passé au Togo pour la campagne électorale et la mobilisation pour la restitution de la victoire du FRAC, vous avez, contre toute attente, décidé de rentrer en Europe. Est-ce donc la fin de votre engagement pour le changement démocratique au Togo ?

Kofi Yamgnane : Ce n'est une surprise pour personne au Togo de me savoir parti en Europe. C'est d'autant moins surprenant que je l'ai annoncé moi-même aux Loméens présents à la marche du samedi 8 mai à laquelle j'ai pris part avant de m'envoler le soir pour Paris. Je l'ai fait pour couper court à toutes les manipulations, intoxications et désinformations dont le Rpt est le champion toutes catégories.

Je veux vous rappeler, ainsi qu'à tous vos lecteurs, que nos déplacements à l'étranger ont été programmés dès le 6 mars, jour du vol officiel du scrutin par le Rpt. Dès ce jour, notre stratégie a pris en compte trois axes de travail pour récupérer notre victoire : les vérifications et contestations juridiques, l'offensive diplomatique et l'appel au peuple souverain pour les marches, veillées et autres... Dans le cadre de l'offensive diplomatique, Jean-Pierre Fabre et moi-même avons déjà entrepris des démarches à l'extérieur de notre pays afin d'expliquer à nos interlocuteurs ce qui se passe réellement au Togo. Mon présent déplacement en Europe se situe dans le même cadre.

Je ne suis donc pas « rentré en Europe » car le combat pour la démocratie au Togo est plus que jamais à l'ordre du jour et j'ai le devoir d'y apporter ma contribution, même modeste. Je suis seulement de passage...

Le Palmier Africain : A quelle condition peut-on voir le FRAC, Sursaut-Togo ou Kofi Yamgnane dans le prochain gouvernement d'union nationale dirigé par Gilbert Fossoun Hounbo ?

Kofi Yamgnane : L'entrée du Frac dans ce gouvernement n'est pas d'actualité. La politique, c'est finalement quelque chose de simple : c'est celui qui a la confiance du peuple qui gouverne. Le RPT dit avoir gagné : c'est donc à lui de gouverner ! Logique ! Seulement voilà : le peuple togolais sait que le RPT n'a pas gagné les élections et le RPT lui-même le sait. Il a triché tellement que ça s'apparente à un vol pur et simple. Dans ces conditions, comment peut-il gouverner tout seul pendant 5 longues années ? A cette question, seul le RPT peut répondre et il a répondu en nommant sans concertation le Premier Ministre. Dès lors, que voulez-vous que le Frac, Sursaut Togo ou moi-même allions faire dans cette galère ? Nous serions à la merci du RPT, incapables de mettre en œuvre notre projet de société, incapables d'apporter la moindre amélioration à la vie quotidienne de nos concitoyens : ce n'est pas franchement pour ça que je suis revenu au pays ! Ceci étant, je peux comprendre ceux qui sont tentés d'aller servir de béquille à un régime honni par tout un peuple : ils prennent leurs responsabilités.

Le Palmier Africain : Après près de 4 mois de collaboration avec les partis et leaders frères du FRAC, que pensez-vous de la stratégie de conquête du pouvoir utilisée par l'opposition togolaise ? Qu'auriez-vous fait de différent si votre propre candidature n'avait pas été rejetée ?

Kofi Yamgnane : Je crois très honnêtement que notre stratégie est la mieux appropriée à la situation : offensive juridique, offensive diplomatique et appui réel et déterminé du peuple. C'est la stratégie gagnante dans le cas d'espèce.

Dans le cas où ma candidature aurait été retenue, je pense que la situation aurait été complètement différente. D'abord, je suis originaire du Nord du pays : la campagne du RPT dans le Nord aurait été très sérieusement perturbée et son candidat n'aurait jamais pu faire le score qu'il se donne au Nord aujourd'hui.

Ensuite, le RPT n'aurait jamais osé tricher comme il l'a fait contre Jean-Pierre Fabre. En clair, c'est moi qui aurais explicitement gagné les élections : le RPT l'a compris et c'est pour cela, contrairement à tout ce qu'il dit aujourd'hui, qu'il fallait absolument m'éliminer. Les raisons invoquées par Bodjona déguisé en porte flingue sont d'un ridicule fini aux yeux du monde entier, mais le monde entier sait qu'au Togo, le ridicule ne tue pas...en matière politique.

Le Palmier Africain : Comment expliquez-vous la position actuelle de la France qui continue à soutenir le RPT malgré la présence d'un ancien ministre français au sein du FRAC ? N'est ce pas là une trahison après le long service que vous avez rendu à ce pays ?

Kofi Yamgnane : Ce n'est pas vrai de dire que la France soutient le RPT ! La France a une crainte car chat échaudé craint l'eau froide ! En voulant à tout prix continuer à mettre la main dans les affaires de ses futures ex colonies, la France s'est mise dans une situation qui la dépasse : depuis Léon M'ba remis prestement en selle par de Gaulle, jusqu'au sauvetage in extremis de Déby par Sarkozy en passant par le 13 janvier 1963 au Togo, le parachutage sur Kolwézi par Giscard...En fait, en menant un raisonnement extrêmement simpliste, la France pense qu'il vaut mieux un dictateur comme F. Gnassingbé que la guerre civile : erreur grossière, car de dictateur en dictateur et de massacres en massacres, la putative guerre civile pourrait se transformer en génocide...et la France aurait tout à y perdre.

En ce qui me concerne, je n'attends aucune reconnaissance particulière : j'ai fait simplement mon devoir de citoyen français. Ce que j'ai fait en France 30 ans durant, je l'ai fait pour mes concitoyens qui m'ont fait confiance en faisant de moi un édile de la République.

Le Palmier Africain : Parlons de moyens financiers, est-ce vrai que le FRAC et ses leaders sont financièrement ruinés et endettés comme l'affirment les medias proches du RPT ?

Kofi Yamgnane : J'ai effectivement découvert ça dans un « journal » du Rpt. Ce qui m'étonne le plus chez mes frères togolais, y compris ceux des média, c'est cette crédulité qui les habite : depuis 43 ans, le RPT vous ment chaque jour que Dieu fait. Comment croire qu'on peut ainsi mentir à tout un peuple pendant si longtemps ? En tous cas, moi je n'ai pas entendu parler de « ruine financière » concernant qui que ce soit au sein du Frac !

Le Palmier Africain : Au vu de l'espoir que suscite aujourd'hui le FRAC au sein de la population togolaise et les prises de position à contrecourant de Gilchrist Olympio, peut-on s'attendre à ce que le FRAC se transforme en un parti politique sur les cendres de l'UFC ?

Kofi Yamgnane : D'abord, L'UFC n'est pas en cendres, même si l'on peut déplorer un incendie dans une pièce de la maison ! J'ai confiance dans les dirigeants et les militants que j'ai croisés et avec qui j'ai travaillé des mois durant, pour savoir leur capacité et leur volonté d'étouffer cet incendie dans l'œuf.

D'autre part, je n'ai jamais compris l'attitude de M. OLYMPIO durant cet épisode : il paraît qu'il en veut à Jean Pierre d'avoir « usurpé » sa place, mais si Jean Pierre n'avait pas été candidat, L'UFC n'en aurait présenté aucun : M. OLYMPIO est-il si égoïste au point de sacrifier 20 ans de lutte à son ego ? En tous cas, ses déclarations n'engagent que lui...

Quant à la transformation du Frac en un parti politique, très franchement je n'y avais pas pensé, personnellement. J'en veux pour preuve mon souhait publiquement exprimé de transformer SURSAUT TOGO Association en Parti politique. Mais je dois avouer que j'ai reçu des milliers de messages allant en ce sens. Naturellement si telle est la volonté du peuple togolais, je suis prêt à cette expérience : en tous cas, notre pays a besoin d'un parti politique d'opposition unifié et fort et en cela le Frac a montré un exemple

éloquent. Grâce à son action et à sa capacité de mobilisation, je crois que la politique au Togo ne sera plus jamais la même.

Le Palmier Africain : Si la lutte politique actuelle venait à échouer, quel sera l'avenir politique de Kofi Yamgnane ? Pensez-vous pouvoir passer outre en 2015 les critères qui vous ont écarté en 2010 ?

Kofi Yamgnane : La lutte politique est un combat d'endurance : on peut se battre plusieurs mandats avant d'arriver aux résultats espérés. Quand on se bat pour un peuple, l'avenir personnel doit être relégué loin derrière.

Je serai là à toutes les échéances : les locales, les sénatoriales, les législatives et s'il plaît à Dieu, les présidentielles de 2015. D'ici là, les critères qui m'ont éliminé en 2010 auront été maîtrisés, en attendant que le Rpt en invente des nouveaux, mais il lui faudra beaucoup plus d'intelligence !

Le Palmier Africain : Le mois passé, à l'issue d'une marche de protestation à New York, les organisateurs avaient annoncé que Mr. Samuel Kowouto avait été désigné comme Représentant du FRAC aux Etats-Unis. Quelques jours plus tard, c'est le MO5 qui annonçait que Maître François Boko avait été désigné pour jouer le même rôle en Europe. Est-ce une démarche personnelle de Jean-Pierre Fabre ? Sinon pourquoi le FRAC n'a-t-il jamais rendu ces désignations officielles ?

Kofi Yamgnane : Ces désignations sont tout à fait officielles. Elles ont été prises par la Conférence des Présidents, à Lomé. Nous avons procédé à trois nominations : Samuel Kowouto aux Etats-Unis, Koffi Nadjombé au Canada et François Boko en Europe et je suis étonné d'apprendre que c'est MO5 qui l'aurait annoncé ! Tous les trois ont reçu une demande du Frac qui les a ensuite nommés « Représentant officiel et Ambassadeur Plénipotentiaire du Frac »

Le Palmier Africain : Votre mot de fin

Kofi Yamgnane : J'appelle le peuple togolais à accentuer la pression sur le pouvoir RPT, car depuis que les Togolais manifestent contre les fraudes électorales, c'est la première fois que la contestation dure aussi longtemps dans la paix et la sérénité, du moins du côté du peuple. Il faut donc continuer et étendre le mouvement à l'ensemble du pays.

J'appelle les soldats togolais à rejoindre le mouvement qu'ils ont initié eux aussi dans les camps. Soldats togolais, le peuple a besoin de votre soutien clair et public. N'ayez plus peur de vous montrer, ce combat est aussi le vôtre. Refusez d'obéir aux ordres illégaux. Refusez de commettre des crimes car un jour, ceux qui vous les commandent aujourd'hui vous laisseront seuls devant les juridictions internationales : prenez l'exemple sur la Guinée. Là-bas, ce sont les lampistes qui vont payer : les donneurs d'ordre sont tous à l'abri.

Le Palmier Africain : Kofi Yamgnane, merci.

Interview Réalisé par Joël Y. Agbekponou

KOACI.COM Politique Situation sociopolitique tendue à Lomé

Par Aghu | 18/05/2010 | 21:16:59



Koaci.com Lomé::Les femmes en colère devant le domicile de Gilchrist Olympio, à Lomé (ph Aghu)

Deux mois après la proclamation définitive des résultats de l'élection présidentielle du 04 mars, donnant Faure Essozimna GNASSINGBE vainqueur, et deux semaines après la reconduction du premier ministre Gilbert HOUNGBO, le Togo n'a toujours pas de gouvernement. Les tractations continuent notamment entre le Chef de l'Etat et Gilchrist OLYMPIO, pour une entrée au Gouvernement de Large Ouverture (GLO), des partisans du leader de l'Union des Forces de Changement (UFC).

En crise et divisé en deux camps depuis la substitution de la candidature de Jean-Pierre Fabre, à celle de Gilchrist OLYMPIO, le parti est traversé par deux courants. Si d'un côté, Gilchrist OLYMPIO président du parti négocie l'entrée de certains membres au sein du GLO annoncé par Faure Gnassingbé, de l'autre, le Bureau national du parti rassemblé autour de Jean-Pierre Fabre (le candidat) et le 1er vice-président, Lawson Patrick, ont annoncé clairement leur refus d'entrée dans ce Gouvernement.

Après un tour auprès du médiateur Blaise COMPAORE, le leader de l'UFC a rencontré ce matin, Faure GNASSINGBE à Lomé. La rumeur fait état de huit ministères qui seraient accordés aux partisans de l'ancien opposant emblématique. Suite à ces rumeurs, le domicile de Gilchrist OLYMPIO à Lomé, a été assailli par des militantes du parti, aux environs de 16 heures. Devant le portail resté hermétiquement fermé et gardé par des éléments des forces de l'ordre, les femmes crient leurs désapprobations vis-à-vis du comportement de M. OLYMPIO.

« Nous ne voulons pas de ce cadeau empoisonné du RPT. S'ils estiment avoir gagné avec près de 61%, ils n'ont qu'à aller former leur gouvernement. Nous nous continuerons par revendiquer la victoire de notre candidat, Jean-Pierre Fabre », explique Jeanne en sueur, un pagne solidement ceint à la taille. *« Nous n'avons pas voté pour Gilchrist et il ne lui appartient pas de prendre seul, la décision d'entrer ou non au gouvernement de Faure Gnassingbé ».*

Certaines femmes, des revendeuses du grand marché pour la plupart, ont réussi à s'introduire dans la villa. *« Il ne veut rien comprendre »,* a lâché l'une d'elle au sortir des chaudes discussions avec Gilchrist OLYMPIO. *« Il paraît que son deal avec Faure GNASSINGBE, date de 2005, avec comme parrain OBASANJO »,* avance

une autre. « *Nous continuerons la lutte* », lance une autre. La centaine de femmes, ont un moment obligé les forces de l'ordre à bloquer la circulation. Les taximotos, « Zémidjans », se sont également mêlés à la foule. Vers 18 heures, les forces de sécurité ont dispersé la foule. M. OLYMPIO a alors fait appel aux membres du Bureau national de l'UFC, dont Jean-Pierre FABRE et Patrick LAWSON, pour échanger sur la situation. La concertation avait cours jusqu'à 19 heures, au moment où nous quittons, les lieux.

Pendant que les femmes grognaient devant le domicile de Gilchrist OLYMPIO, devant le Palais de justice également, des parents de détenus politiques manifestaient leur courroux. Alors qu'ils avaient fait le déplacement pour assister au procès de leurs parents arrêtés suite aux affrontements entre forces de l'ordre et des manifestants dispersés lors d'une séance de prières, ces derniers n'ont pas été amenés de la prison au Palais. « *Mon mari était au lit. Il disait qu'il ne voulait pas de problème. Mais ils sont rentrés et l'ont amené en caleçon. Ce n'est que le lendemain que je lui ai apporté une culotte dans les locaux de la police* », raconte une jeune dame enceinte de cinq mois.

« *Mon fils est malade, il est devenu méconnaissable. Ses pieds sont enflés dans sa détention* », déplore un vieillard qui dénonce tout comme une autre dame, le racket dont ils font l'objet de la part des agents pénitenciers. « *Chaque jour, il faut dépenser 6 à 800 francs Cfa, avant de pouvoir discuter avec votre enfant* », révèle une dame. Comme une meute d'affamés, tous crient leur détresse et annoncent qu'à cette allure, ils iront tous rejoindre leurs enfants en prison. Un avocat contacté nous a expliqué que le procès est renvoyé sine die, aux derniers moments. La libération de ces personnes est l'une des exigences du Frac.

Dans l'ensemble, la situation est explosive. Tout incident dégénère en émeute. Après celui du 08 mai, où la mort d'un taximoto, attribuée aux policiers qui le poursuivraient, a débouché sur une émeute à Nyékonakpoé, le dérapage d'un camion qui a échoué dans une station d'essence, suite une à course-poursuite des policiers, a provoqué une émeute entre jeunes et forces de l'ordre, à Tokoin-Casanblanca. Cette tension monte avec les rumeurs sur les tractations visant à débaucher des membres de l'opposition pour former le Gouvernement HOUNGBO II, au lieu d'ouvrir un dialogue sérieux en vue d'un règlement profond et durable de la crise, née de l'élection présidentielle 2010.

Le pouvoir use des méthodes qu'on croyait révolues. Des médias proches du pouvoir ont récemment repris une conférence de presse donnée par un membre d'OBUTS, fustigeant le comportement d'Agbéyomé KODJO. Selon M. VIDADA Gaston, les membres de l'instance directive du parti se sont largement prononcés pour une entrée au Gouvernement, contrairement à la thèse soutenue par le président du Parti. Une allégation que dément l'ancien Premier ministre brandissant le procès-verbal d'une réunion tenue à ce sujet. Mais dans la journée, la vice-présidente, Mme CODJIE, somme Agbéyomé KODJO, de revoir sa position sinon, elle démissionne du parti. Quatre autres démissions sont annoncées au sein du directoire d'OBUTS.



Sécurité Alimentaire TOGO: Le Togo et l'autosuffisance alimentaire

«**Quand les rois délirent, c'est le peuple qui paie** » (Horace, épîtres, I, II, 14)

Au Togo, depuis quelques jours, le pouvoir Rpt semble renouer avec un air des années 70-80 bien connu des Togolais. Il faut remonter aux années de la « Révolution verte » et plus précisément en 1975 jusque dans les années 80 où l'objectif visé par les initiateurs de la fameuse révolution agricole, était l'autosuffisance alimentaire, une autosuffisance précaire due quelquefois à de faibles pluviométries. Dieu seul sait que, pendant toute cette période où les politiciens se glosaient de s'autosuffire, les importations des produits agricoles en provenance des pays voisins n'en continuaient pas moins. Pour tout dire, cette révolution fut un échec qu'on n'ose pas reconnaître. Les ressources furent à un moment orientées vers la mégalomanie, notamment des monuments, des hôtels de luxe qui ont englouti des fortunes et qui aujourd'hui sont en souffrance et dont les employés sont abandonnés depuis dans les pires difficultés, des aciéries et des raffineries sans lendemain. N'était-ce pas une « révolution verte », beaucoup plus destinée à charmer les paysans, gagner leurs cœurs pour les mettre du côté du Pouvoir que pour le grand bien des populations ?

« Le Togo qui a mis l'agriculture au premier rang de ses priorités, a amélioré sa production de 13% pour les céréales et les légumineuses, et de 9% pour les tubercules et les racines au titre de la campagne agricole 2009-2010 », selon le Ministre de l'Agriculture. Aujourd'hui, au Togo on parle de relance de la production agricole, synonyme d'une « révolution agricole bis ». Certains pays comme le Niger, le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso, pour la sous région, et le Tchad entre autres, seraient en déficit au plan production et déjà l'on envisage de voler à leur secours. « Nous sommes venus à Lomé pour contribuer aux recommandations de la réunion et re-confirmer à notre partenaire, le Togo qui dégage déjà un excédent de production agricole, l'engagement du PAM à faire des achats au plan régional pour aider les pays en difficulté alimentaire », déclarait le Directeur régional adjoint pour l'Afrique de l'Ouest du Programme alimentaire mondial. Le fait que l'on ait entendu cette semaine parler du Togo en tant qu'exemple dans la sous région, suscite déjà inquiétudes auprès de nombre de compatriotes qui se demandent si une éventuelle aventure de vente de ce qu'on appelle déjà au Togo « excédent », ne risque pas de conduire nos autorités et l'ANSAT à exporter nos maïs, mil, sorgho, haricot vers les pays voisins, sous prétexte d'excédent agricole et replonger les Togolais dans les mêmes problèmes alimentaires que ceux qu'ils ont connus au lendemain de la scandaleuse élection présidentielle de 2005 où le maïs « avait gagné » mais il était difficile pour la à consommation ?

Aujourd'hui, alors qu'on parle d'excédent, le bol de maïs est à 500 F contre 250 F il y a quelques années, le bol de mil et sorgho à 800 F et celui du haricot à 1200 F. Rappelons que des études récentes faites par le PNUD ont révélé que « 72% de la population togolaise sont pauvres et 57% sont extrêmement pauvres avec un revenu annuel de 90.000F pour la première catégorie et de 70.000F pour la seconde ». Le pouvoir d'achat du Togolais est resté stationnaire, et voire, il s'est même considérablement dégradé ces dernières années. Craignant donc que les autorités ne veuillent soigner leur image extérieure comme c'est l'habitude et « se crédibiliser » au détriment de la vraie autosuffisance alimentaire dans le pays, il faut même redouter la tentation pour elles, d'offrir des tonnes de maïs, mil et haricot au Niger ou à d'autres Etats de la sous-région. Les Togolais n'ont pas oublié comment le prix du ciment a flambé ces dernières années jusqu'à des pénuries, malgré les levées de boucliers, alors que le Togo en est producteur et que le pouvoir d'achat s'est dégradé dans le pays sans aucun remède. La cause : la priorité accordée à l'exportation du ciment. Tout bon gouvernant devrait pouvoir prioriser la consommation locale et atteindre l'autosuffisance interne avérée pour des coûts réduits. Jeudi, 20 Mai 2010 01:15

Alain SIMOUBA
LIBERTE HEBDO TOGO

arte.tv Société Togo poubelles et business



<http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/arte-reportage/cette-semaine/ARTE-Reportage/3211964,CmC=3211970.html>

Samedi 15 mai 2010 à 19h15

De Michael Unger et Alexandre Rossignol et Florence Touly – ARTE GEIE – France 2010

Lomé, capitale du Togo, cinq heures du matin. Dans le quartier d'Awedzi, les six employés de la société "Goddey" - "Dieu est partout" - sont au travail depuis un moment. Mais ici à Lomé, ce sont plutôt les déchets qui sont partout.

Pendant longtemps, Bruno Kappovi était sans emploi. Grâce à son idée, il est maintenant à la tête d'une petite affaire prospère : pour deux à trois euros, il collecte les déchets dans les rues de Lomé.

Totalement dépassée par le problème des déchets, la municipalité a chargé Bruno et son équipe de débarrasser les rues des immondices. Au Togo, on est encore loin du traitement des ordures. Les éboueurs se contentent de les emporter et de les décharger à quelques centaines de mètres de là...

A Lomé, seul un ménage sur six paie l'abonnement aux éboueurs. Même si on ne parle pas encore d'écologie à Lomé, Bruno, en bon chef d'entreprise, n'oublie pas de faire sa publicité et s'emploie à convaincre de plus en plus d'habitants de s'abonner à ses services.

La société Goddey compte 300 clients. Les éboueurs passent deux fois par semaine, la collecte se fait à la main. Et la concurrence est à l'affût... De plus en plus d'entreprises de ce type se créent à Lomé. La capitale du Togo comptera bientôt un million d'habitants. Mais Lomé est une ville aux infrastructures insuffisantes : les systèmes d'évacuation des eaux usées sont totalement inexistantes.

Dans notre web-documentaire "Afrique : 50 ans d'indépendance"